

Table des matières

1

Le régime de taxation des produits d'épargne et de placement et les effets de la crise financière 7

Denis-Emmanuel PHILIPPE
assistant aux F.U.S.L., avocat

Introduction	8
--------------------	---

CHAPITRE 1

Synthèse du régime de taxation des produits d'épargne et de placement 9

SECTION 1

Les placements en obligations et autres titres de créance	9
A. <i>Traitement fiscal des intérêts</i>	9
B. <i>Traitement fiscal des plus-values</i>	13
1. Exonération des plus-values s'inscrivant dans le cadre de la gestion normale du patrimoine privé	13
2. Taxation de la « composante intérêts » des plus-values sur titres à revenus fixes	15
a) <i>Cadre général</i>	15
b) <i>Difficultés pratiques</i>	17
C. <i>Système de taxation des intérêts</i>	19

SECTION 2

Les placements en produits d'assurance	21
A. <i>Cadre général</i>	21
B. <i>Traitement fiscal des produits d'assurance des branches 21, 23 et 26</i>	23
1. Produits d'assurance de la branche 21	23
a) <i>Description des produits de la branche 21</i>	23
b) <i>Régime fiscal des produits de la branche 21</i>	24
2. Produits d'assurance de la branche 23	28
a) <i>Description des produits de la branche 23</i>	28
b) <i>Régime fiscal des produits de la branche 23</i>	29
3. Produits d'assurance de la branche 26	32
a) <i>Description des produits de la branche 26</i>	32
b) <i>Régime fiscal des produits de la branche 26</i>	32
C. <i>Problématique de la disqualification des produits d'assurance en produits de placement</i>	34
D. <i>Système de taxation des revenus de produits d'assurance</i>	37

SECTION 3

Les placements en actions	38
A. <i>Placement en actions de sociétés commerciales</i>	38
1. Régime de taxation des dividendes	38
2. Régime de taxation des plus-values	40
3. Système de taxation des dividendes	41
a) <i>Synthèse du système de taxation des dividendes</i>	41
b) <i>Sort des dividendes d'origine étrangère</i>	42
B. <i>Placement en actions d'organismes de placement collectif</i>	45
1. Cadre général	45
2. Régime de taxation des plus-values	47
3. Régime de taxation des revenus	54
a) <i>Sociétés d'investissement</i>	54
b) <i>Fonds communs de placement</i>	55

CHAPITRE 2

Les effets de la crise financière	57
--	----

SECTION 1

Les mini-réformes en matière de droit de succession	57
A. <i>Contexte général</i>	57

B. Aperçu des règles générales d'évaluation des titres hérités	58
C. Nouvelles règles d'évaluation introduites suite à la crise financière	59
D. Illustrations de l'efficacité des mesures anti-crise	61

SECTION 2

Pistes fiscales en matière de taxation de l'épargne dans l'optique d'une relance de l'économie	62
A. Contexte général	62
B. Panorama des pistes fiscales en matière de taxation de l'épargne	64
1. Stimulation du capital à risque : Monory-De Clercq <i>bis</i>	64
2. Rapprochement des taux de 15 % et 25 %	67
3. Taxation généralisée des plus-values sur actions	69
4. Instauration d'un impôt sur la fortune	71
5. Baisser les impôts	73
6. Instauration d'une « flat tax »	75
Conclusion générale	75

2

Étendue et limites, tant en Belgique qu'à l'étranger, des pouvoirs d'investigation du fisc belge

Jean-Pierre BOURS
chargé de cours à l'U.Lg.-H.E.C., avocat

SECTION 1

Le principe en droit fiscal : du devoir de collaboration	78
A. Le devoir de collaboration du contribuable lui-même	78
B. Le devoir de collaboration des tiers	79
1. Existe-t-il un devoir de « délation » ?	79
2. L'obligation de collaboration des tiers « à la demande »	80

SECTION 2

Corollaires du principe : le secret professionnel et la « polyvalence » des agents du fisc	81
A. Le secret professionnel des agents du fisc	81
1. Nature du principe	81

2. Qui n'est pas « tiers » ?	82
a) Le principe de « non-cloisonnement » des administrations	82
b) Les administrations fiscales étrangères	85
c) Le conjoint	85
B. La « polyvalence » des agents du fisc	85
SECTION 3	
Le heurt des principes	87
A. Le droit au silence ou « droit de se taire »	87
B. Le secret professionnel du tiers	90
C. Le secret de l'instruction	93
D. Le secret des affaires	94
E. Le droit au respect de la vie privée	96
F. Le « secret bancaire »	100
SECTION 4	
Les droits d'investigation du fisc belge à l'étranger	107
A. Les principes	107
B. Les droits d'investigation du fisc belge à l'égard des banques luxembourgeoises	109
C. Les droits d'investigation du fisc belge à l'égard des banques allemandes. L'affaire du Liechtenstein	111
D. Le principe de proportionnalité	115
Conclusion	116

3

Dix ans d'application de la réforme de la procédure judiciaire fiscale -

L'impôt sur les revenus 117

Marc LEVAUX

*chargé de cours adjoint à l'U.Lg.
maître de conférences à l'U.Lg.-H.E.C., avocat*

Manuel GUSTIN

*maître de conférences à l'U.Lg.
collaborateur scientifique au service de droit fiscal de l'U.Lg., avocat*

Introduction	118
---------------------	-----

SECTION 1	
L'introduction de l'instance	122
A. <i>La forme de l'introduction de l'instance : la requête contradictoire</i>	123
B. <i>Les délais de recours devant le tribunal de première instance</i>	125
1. Le point de départ du délai de réclamation	126
2. La date d'introduction du recours judiciaire	129
C. <i>L'introduction d'une procédure judiciaire en l'absence de décision directoriale : difficulté pratique</i>	129
D. <i>Le dépôt de la requête par un mandataire autre qu'un avocat</i>	130
E. <i>Compétence territoriale</i>	132
1. La province du Brabant flamand	134
2. Les procédures en langue allemande	136
SECTION 2	
Le déroulement de l'instance	141
A. <i>La représentation de l'État</i>	141
B. <i>Les griefs nouveaux et les pièces nouvelles</i>	145
C. <i>Principe dispositif, caractère d'ordre public du droit fiscal et pouvoirs du juge</i>	151
SECTION 3	
Le jugement	156
A. <i>La cotisation subsidiaire</i>	156
1. Validation de la cotisation subsidiaire au cours de la même instance ?	159
2. Purge préalable du vice de forme ayant donné lieu à l'annulation ?	160
3. Validation d'une cotisation subsidiaire par la cour d'appel ?	161
B. <i>Les dépens</i>	162
Conclusion	164
4	
La fiscalité locale :	
une décennie d'évolutions	169
Aurélien BORTOLOTTI	
<i>assistant à l'U.Lg., avocat</i>	
Lionel ORBAN	
<i>assistant à l'U.Lg., chargé de cours adjoint à l'U.Lg.-H.E.C., avocat</i>	
Introduction	170

SECTION 1

Établissement et recouvrement des impôts locaux	171
A. <i>Avertissement-extrait de rôle</i>	171
1. Définition du rôle	172
2. Mentions prescrites « à peine de grief »	173
3. Date du règlement-taxe	175
4. Communication et signature d'une synthèse du règlement-taxe	176
5. Informations nécessaires au sens de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et communes	177
B. <i>La taxation d'office</i>	179
1. Conditions d'application	180
2. Absence de déclaration ou déclaration tardive	181
3. Déclaration incorrecte, incomplète et imprécise	182
4. Absence de communication de documents ou absence de réponse à une demande de renseignements	183
5. La taxation d'office : obligation ou faculté ?	183
6. Interprétation par la Cour de cassation	185
7. Interprétation par la Cour d'appel d'Anvers	186
8. Interprétation par la Cour d'arbitrage	187
9. Conclusion	189
C. <i>Pouvoirs de contrôle et moyens de preuve</i>	190
D. <i>Recouvrement et remboursement des taxes locales</i>	191
E. <i>Questions particulières</i>	193
1. Imposition des redevables	193
2. Solidarité entre redevables	194
3. Sanctions administratives	196

SECTION 2

Le contentieux administratif des taxes locales	198
A. <i>Recours administratif préalable</i>	198
B. <i>Intérêt à agir du redevable "solidaire"</i>	202
C. <i>Délai de réclamation : caractéristique</i>	203
D. <i>Dégrèvement d'office</i>	203
E. <i>Procédure devant le Collège des bourgmestre et échevins ou devant le Gouverneur</i> ...	205
F. <i>Décision et absence de décision du Collège des bourgmestre et échevins ou du Gouverneur</i> ..	205

SECTION 3

Le contentieux judiciaire des taxes locales	209
A. <i>Compétence territoriale et matérielle du tribunal de première instance</i>	209

B. Introduction de la demande	210
C. Délai d'introduction de la demande : caractéristiques	211
D. Intérêt et qualité du requérant	211
E. Mentions prescrites à peine de nullité relative	213
F. Pouvoirs du juge	214
G. Signification du jugement et acquiescement	215
H. Procédure d'appel	216
I. Opposition et tierce opposition	216
J. Pourvoi en cassation	217

SECTION 4

Régionalisation de la législation relative à la procédure de taxation locale ..	218
A. Région wallonne	218
B. Région flamande	218
C. Région bruxelloise	224

Conclusion	225
------------------	-----

5

Le point sur le contrôle judiciaire des sanctions administratives en matière fiscale..... 227

Marc BOURGEOIS

chargé de cours à l'U.Lg.

Jordan OPRENYESZK

collaborateur à l'U.Lg., avocat

Introduction	228
--------------------	-----

CHAPITRE 1

Les sanctions administratives dans les différentes branches du droit fiscal 229 |

SECTION 1

Les sanctions administratives en matière d'impôts sur les revenus, de taxe sur la valeur ajoutée, de droits d'enregistrement et de droits de succession : aperçu général	229
--	-----

A. <i>Les impôts sur les revenus</i>	229
1. Les accroissements d'impôts	230
2. Les amendes administratives	231
B. <i>La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)</i>	232
1. Les articles 70 et 71 du C.T.V.A.	232
2. Les arrêtés royaux n ^{os} 41 et 44	233
C. <i>Les droits d'enregistrement</i>	235
D. <i>Les droits de succession</i>	236
SECTION 2	
L'exigence formelle de motivation des sanctions administratives	237
SECTION 3	
La contestation administrative des sanctions	238
SECTION 4	
L'arrêté du Régent du 18 mars 1831	239
CHAPITRE 2	
Le contrôle judiciaire des sanctions administratives	
appliquées en matière fiscale :	
principes et jurisprudence des hautes juridictions	
241	
SECTION 1	
Le point de départ : un contrôle juridictionnel restreint	
sur les sanctions administratives	241
SECTION 2	
La révolution : la requalification pénale des sanctions administratives	
au sens de l'article 6 de la Convention européenne	
des droits de l'homme	244
SECTION 3	
Les principales conséquences de la requalification pénale	
des sanctions administratives appliquées en matière fiscale	249

SECTION 4

Le contrôle judiciaire des sanctions administratives appliquées
en matière fiscale : la jurisprudence de la Cour de cassation 252

SECTION 5

Le contrôle judiciaire des sanctions administratives appliquées
en matière fiscale : la jurisprudence de la Cour constitutionnelle 261

CHAPITRE 3

**Le contrôle judiciaire des sanctions administratives
appliquées en matière fiscale :**

la jurisprudence des juridictions du fond 271

SECTION 1

La jurisprudence des cours d'appel 271

A. *La jurisprudence de la Cour d'appel de Bruxelles* 271

B. *La jurisprudence de la Cour d'appel de Liège* 274

C. *La jurisprudence de la Cour d'appel de Mons* 277

D. *La jurisprudence de la Cour d'appel d'Anvers* 279

E. *La jurisprudence de la Cour d'appel de Gand* 282

SECTION 2

La jurisprudence des tribunaux de première instance 285

A. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Bruxelles* 285

B. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Liège* 286

C. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Mons* 291

D. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Namur* 292

E. *La jurisprudence du Tribunal de première instance d'Anvers* 295

F. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Gand* 296

G. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Bruges* 296

En guise de réflexion finale... 298

